

Tanzanie : l'imaginaire national à l'épreuve du postsocialisme

COORDONNÉ PAR MARIE-AUDE FOUÉRE

INTRODUCTION AU THÈME

TANZANIE : LA NATION À L'ÉPREUVE DU POSTSOCIALISME

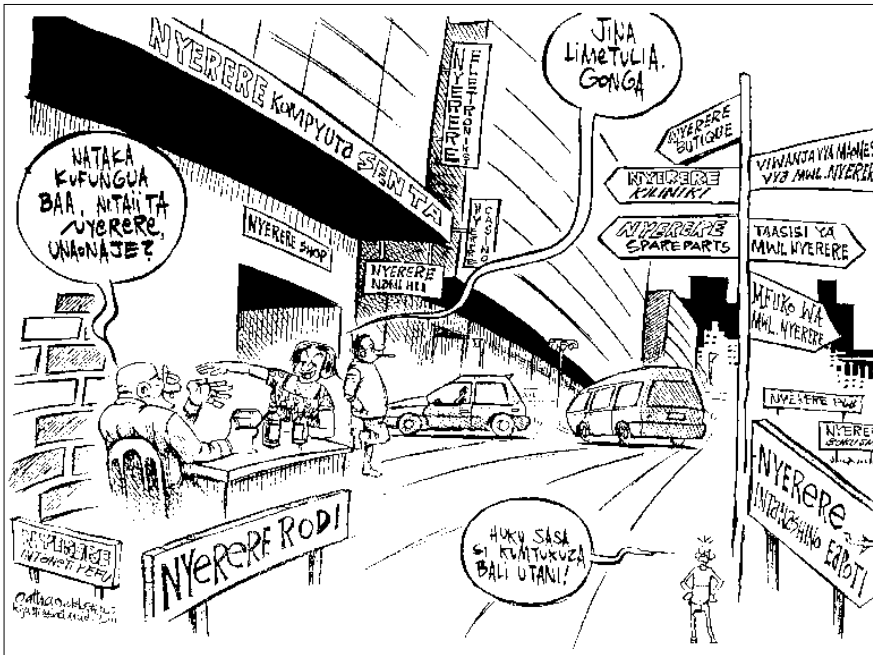
« **A**éroport international Nyerere ». « Rue Nyerere ». « Café Internet Nyerere ». « Casino Julius Nyerere ». « Vente de pièces détachées Nyerere ». Cette caricature de 2005 du dessinateur tanzanien Nathan Mpangala, qui se moque de l'avalanche d'enseignes au nom du premier président de la République unie de Tanzanie¹, illustre avec ironie l'engouement national qui a pris forme autour de la figure de Julius Kambarage Nyerere après son décès en octobre 1999. En quelques années, le souvenir du père de la nation s'est incarné dans des lieux de mémoires bâtis, pictographiques ou écrits. Il a gagné en visibilité à partir des deuxièmes élections multipartites de 2005, lorsqu'une épreuve de force symbolique s'est engagée entre l'ancien parti unique du CCM (Chama Cha Mapinduzi, « Parti de la Révolution »), au pouvoir, et le parti d'opposition du Chama Cha Demokrasia na Maendeleo (Chadema, « Parti de la démocratie et du développement ») pour savoir qui était légitimé à se revendiquer l'héritier de l'ancien président et, à travers lui, de la « matrice morale² » au fondement de la nation tanzanienne³. Lors des dernières élections générales d'octobre 2010, la figure de Nyerere a de nouveau été mobilisée par les hommes politiques de tout bord déclarant suivre le modèle d'intégrité, d'incorruptibilité et de probité tracé par le père de la nation. Ces références incessantes à Nyerere et aux valeurs qu'il incarne ont ceci de paradoxal qu'elles

1. La République unie de Tanzanie est formée le 26 avril 1964 par un traité d'Union entre le Tanganyika et Zanzibar.

2. M. Schatzberg, *Political Legitimacy in Middle Africa: Father, Family, Food*, Bloomington, Indiana University Press, 2001.

3. M.-A. Fouéré, « The Legacy of J. K. Nyerere and the Tanzanian Elections of Oct.-Dec. 2005 », in H. Charton et C. Médard (dir.), *Annuaire de l'Afrique orientale 2005*, Paris/Nairobi, L'Harmattan/Ibra, 2006.

passent radicalement sous silence les volets politiques et économiques des politiques menées pendant le régime socialiste. Ce silence national sur le socialisme comme projet de société était manifeste dans les condoléances officielles à l'enterrement de Nyerere en 1999⁴. Il l'est toujours plus aujourd'hui, les débats faisant rage sur la nécessité de rayer les références au socialisme sur lesquelles s'ouvre la Constitution de la République⁵.



L'homme: *Je veux ouvrir un bar, je l'appellerai Nyerere, qu'est-ce que tu en penses ?*

La femme: *Ce nom est parfait. Super.*

Le petit personnage: *Maintenant, ce n'est plus le respecter mais c'est se moquer.*

Caricature de Nathan Mpangala, parue le 14 octobre 2005 dans le quotidien *Majira*.

Les références sélectives au socialisme nyérériste engagent à interroger, dans ce dossier de *Politique africaine* sur la Tanzanie, l'imaginaire national contemporain dans ses rapports aux changements et aux effets de rémanence

4. K. Askew, « Sung and Unsung: Musical Reflections on Tanzanian Postsocialisms », *Africa*, vol. 76, n° 1, 2006, p. 15-43.

5. La Constitution maintient que « la construction de la République unie de Tanzanie comme une nation d'individus libres et égaux » doit opérer « par le biais de la poursuite de la politique de socialisme (*ujamaa*) et d'autosuffisance (*kujitegemea*) qui insiste sur l'application des principes socialistes »: Constitution de la République unie de Tanzanie (1977), version révisée, 1998.

en contexte postsocialiste. Un quart de siècle s'est écoulé depuis que la Tanzanie a tourné la page de la voie de développement qui a été à l'origine de son succès dans les milieux universitaires et développementalistes internationaux dans les années 1960 et 1970. Empreinte des idéaux humanistes de justice et d'égalité pour tous, fondée sur la communautarisation de la force de travail et la collectivisation des moyens de production, assise sur la mise en place de services publics gratuits – principalement dans les secteurs de l'éducation et la santé – mais aussi assurée par l'instauration d'un État puissant contrôlé par le parti unique et ses quelques hommes forts, la voie alternative de développement, ni capitaliste ni communiste, du socialisme à l'africaine a cédé face aux programmes d'ajustement structurel qui se sont imposés, au milieu des années 1980, à l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. La transition paraissait abrupte dans un pays où l'*ujamaa* n'était pas resté qu'un mot d'ordre mais avait profondément modifié la vie de la population et engendré de nouveaux imaginaires moraux et politiques⁶. La Tanzanie est entrée dans une nouvelle ère économique, caractérisée par l'ouverture des marchés, la restructuration financière, la privatisation des entreprises nationales, la décentralisation gouvernementale et l'abandon des services publics. L'intégration du pays au processus de libéralisation économique a indéniablement fait table rase du volet économique du socialisme. La démocratisation de l'espace public devait aussi permettre la sortie d'une idéologie considérée comme surannée et le desserrement de l'autoritarisme d'État par l'ancrage des principes de la démocratie libérale participative. Bref, l'ordre nouveau était à construire sur les cendres d'une expérience certes originale et productrice de stabilité politique, mais qui aurait abouti au désastre économique et à l'inertie intellectuelle, et se trouverait inadaptée au contexte international contemporain. Comme le rappellent Kelly Askew et Anne Pitcher, les observateurs de la transition en Afrique, adoptant la *blackboard approach* qui avait servi dans l'analyse des transformations dans l'ancien bloc soviétique⁷, ont affirmé que la fin du socialisme avait laissé une « ardoise vierge sur laquelle l'histoire de la démocratie de libre marché allait pouvoir s'écrire⁸ ».

6. Il convient de rappeler la spécificité de Zanzibar au regard de la problématique postsocialiste. Non seulement, entre 1964 et 1972, l'*ujamaa* nyérériste a été considéré par le président Abeid Amani Karume comme une émanation continentale à tenir à l'écart des îles, mais la construction d'une conscience nationale que différentes mesures interventionnistes et technologies disciplinaires visaient à asseoir a été contrariée par les contradictions idéologiques de l'État et l'autoritarisme arbitraire et brutal du pouvoir. Voir I. G. Shivji, *Pan-Africanism or Pragmatism ? Lessons of Tanganyika-Zanzibar Union*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota, 2008.

7. M. Burawoy et J. Lukacs, *The Radiant Past: Ideology and Reality in Hungary's Road to Capitalism*, Chicago, University of Chicago Press, 1992, p. IX.

8. K. Askew et A. Pitcher, « African Socialism and Post-Socialisms », *Africa*, vol. 76, n° 1, 2006, p. 3.

Pourtant, le schème d'une transition abrupte laisse entrevoir ses limites⁹. S'il ne s'agit aucunement de minimiser l'importance et l'impact des transformations économiques, politiques et sociales opérées au cours des vingt-cinq dernières années, les contributions au numéro explorent les nouvelles manières de définir et d'imaginer la nation en rejetant l'hypothèse de la césure radicale. Des héritages institutionnels, légaux et parfois économiques du socialisme sont manifestes, la Constitution n'ayant pas ratifié le changement de système politique et économique. Mais c'est surtout dans le champ politique et idéologique que des attributs associés à la période socialiste resurgissent aujourd'hui. En effet, après une période de traversée du désert de l'expérience socialiste, qui débute dès la fin des années 1970, lorsque les limites et les échecs économiques de l'*ujamaa* deviennent patents, et qui accompagne toute la période de changement de système¹⁰, on assiste au retour dans l'espace public d'une matrice morale sélective et reconfigurée du socialisme à partir de laquelle s'énoncent les représentations contemporaines de la nation comme entité imaginée en référence à un ensemble de valeurs et d'attributs culturels partagés¹¹. C'est en raison de l'existence de ces pratiques de réappropriation d'éléments rattachés au passé socialiste et de réintroduction de ceux-ci dans le débat sur la nation que la période qui suit la libéralisation économique et la démocratisation politique peut être qualifiée de postsocialiste : loin de gommer le passé, ce qualificatif en « post- » laisse entendre que l'horizon idéologique des années du socialisme n'a pas totalement disparu. En cela, la trajectoire de la Tanzanie peut être comparée à celle des anciens pays communistes et socialistes de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, mais aussi d'Asie et d'Afrique, caractérisée par la persistance de pratiques et de modes de pensées hérités du passé, parfois marqués du sceau de la nostalgie¹².

9. Tout changement de configuration historique appelle ce lieu commun de la table rase. Des débats similaires ont eu lieu lorsqu'il s'est agi de penser l'entrée dans l'ère postcoloniale. Voir, pour la Tanzanie, A. Burton et M. Jennings, « The Emperor's New Clothes? Continuities in Governance in Late Colonial and Early Colonial Postcolonial East Africa », *International Journal of East African Histories*, vol. 40, n° 1, 2007, p. 1-26.

10. Les écueils de l'expérience socialiste sont alors aussi bien l'objet de discussions universitaires que de débats dans le public tanzanien. Voir B. Ibhawoh et J. I. Dibua, « Deconstructing Ujamaa: The Legacy of Julius Nyerere in the Quest for Social and Economic Development in Africa », *African Journal of Political Science*, vol. 8, n° 1, 2003, p. 59-83.

11. Se référer aux définitions classiques du nationalisme chez les auteurs modernistes tels B. Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983 ; E. Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983 ; E. J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

12. K. Askew et A. Pitcher, « African Socialism... », art. cit., p. 2 ; T. Landry et C. Zobel, *Postsocialisme, postcolonialisme et postérité de l'idéologie*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001 ; C. M. Hann (dir.), *Postsocialism: Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia*, Londres, Routledge, 2002.

Mais on aurait tort de concevoir la production de cette nouvelle matrice morale comme le simple effet d'un habitus socialiste enraciné. Du côté des gouvernés, cette matrice se combine à d'autres référentiels moraux – locaux, nationaux, globaux – en circulation pour penser le présent, et articuler luttes de représentation et contestations concrètes. Du côté des dirigeants, la reconduction des répertoires politiques passés est aussi le produit de stratégies construites sur une sélection active de référents éthiques qui visent à promouvoir la formation d'un ethos collectif de l'unité nationale contre la fragmentation communautariste et à favoriser la soumission des citoyens au pouvoir d'État.

UNE SITUATION POSTSOCIALISTE À DOUBLE FACE

Au plan économique, les données macroéconomiques sont au beau fixe. Entre 2001 et 2008, la croissance annuelle moyenne a été évaluée à environ 7 % du PIB, l'une des plus élevées du continent, en raison d'une exploitation accrue des ressources minières du pays, pétrole et gaz naturel en tête, de la hausse du cours de matières premières et de l'annulation de la dette de l'État. Parce que la Tanzanie se montre bonne élève à l'école du libéralisme, l'économie du pays est fortement soutenue par l'aide internationale, passée de 29,10 dollars par habitant en 1999 à 46,40 dollars en 2004, soit 15,4 % du budget national¹³. Les améliorations des infrastructures routières ou de l'approvisionnement en eau sont nettes, et les grandes villes du pays sont en plein développement¹⁴. Mais les répercussions directes de la croissance nationale ne sont pas aisément visibles aux 50 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté¹⁵, touchés par l'incessante augmentation du coût de la vie dont témoigne un taux d'inflation élevé (13,3 % en 2009). Les mesures d'austérité mises en œuvre à partir de 1985, comme le démantèlement des anciens services publics gratuits de la santé et de l'éducation, ont affecté les plus vulnérables¹⁶. Dans le secteur de la santé, le retrait de l'État, bien que compensé par des aides à l'ouverture de cliniques privées, ne s'est pas accompagné de la mise en place des filets de sécurité (système de sécurité sociale efficace, assurances-vie et de fonds

13. J. Ewald, « Challenges to the Democratisation Process in Tanzania », in K. Havnevik et A. C. Isinika (dir.), *Tanzania in Transition: From Nyerere to Mkapa*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota, 2010, p. 223-264.

14. B. Calas, *De Dar es Salaam à Bongoland. Mutations urbaines en Tanzanie*, Paris, Karthala, 2006.

15. Takwimu, *Household Budget Survey 2000/01. Final Report*, Dar es Salaam, Tanzania National Bureau of Statistics, 2002.

16. H. Campell et H. Stein (dir.), *Tanzania and the FMI. The Dynamics of Liberalization*, Boulder, Westview Press, 1992; D. Booth, *Social, Economic and Cultural Change in Contemporary Tanzania. A People-Oriented Focus*, Stockholm, Sida, 1994.

de pensions) initialement prévus¹⁷. Malgré la gratuité de l'enseignement primaire, on reste en outre loin aujourd'hui des niveaux d'alphabétisation passés : le taux de scolarisation brut, qui s'élevait à 94 % en 1981, se maintient difficilement aux environs de 65 % depuis la fin des années 1990, et le nombre d'élèves par enseignant dans l'enseignement public est passé de 38 en 1999 à 56 en 2005¹⁸. Les écoles privées fleurissent mais, chères, elles restent inaccessibles aux plus démunis. De plus, si la nouvelle économie a facilité les investissements et la libre entreprise, elle a favorisé les groupes déjà dotés en capitaux et en savoir-faire, tels les marchands indopakistanaïens et arabes, et dans une moindre mesure les anciens fonctionnaires africains de l'administration publique et des entreprises nationales¹⁹, rejetant les populations pauvres, mais aussi les classes moyennes dans la précarité du secteur informel et de la débrouille²⁰.

Au plan politique, la démocratie libérale prend racine cahin-caha. L'émergence d'un espace public critique, trouvant principalement à s'exprimer par le biais des médias mais aussi *via* les associations et les organisations non gouvernementales, est un phénomène frappant de la période qui suit la démocratisation de 1992. Si le contrôle des médias publics reste la norme²¹, et que des cas de censure ou d'interruption forcée de titres privés ont été rapportés à maintes reprises²², les médias privés, pour la plupart détenus par l'opposition, ne reculent pas devant la critique du pouvoir et la révélation des scandales politico-financiers. Dans l'arène politique, les constats opérés au cours des trois élections multipartites de 1995, 2000 et 2005 selon lesquels l'opposition, faible et désorganisée, incapable d'énoncer un programme politique cohérent et travaillant à sa propre « autodestruction²³ », n'était pas à même d'entrer dans la compétition pour le pouvoir, ont été remis en question par les dernières

17. V. Kamat, « This is not our Culture! Discourse of Nostalgia and Narratives of Health Concerns in Post-Socialist Tanzania », *Africa*, vol. 78, n° 3, 2008, p. 359-383.

18. J. Ewald, « Challenges to... », art. cit.

19. B. Heilman, « Who are the Indigenous Tanzanians? Competing Conceptions of Tanzanian Community in the Business Community », *Africa Today*, vol. 45, n° 3-4, 1998, p. 369-388.

20. A. M. Tripp, *Changing the Rules: The Politics of Liberalization and the Urban Informal Economy in Tanzania*, Berkeley, University of California Press, 1997.

21. Le *Newspaper Act* de 1976, toujours en vigueur, impose que les directeurs des grands titres soient désignés par le président de la République et supervisés par un sous-comité rattaché au parti unique. Voir H. S. Konde, *Press Freedom in Tanzania*, Arusha, Eastern Africa Publications, 1984.

22. À Zanzibar, l'hebdomadaire *Dira*, paru entre 2002 et 2003, a été interdit pour calomnie et agitation sociale. Voir M.-A. Fouéré, « Reinterpreting Revolutionary Zanzibar in the Media Today: The Case of *Dira* Newspaper », à paraître dans *The Journal of Eastern African Studies*. En 2008, le quotidien *Mwanahalisi* de Tanzanie continentale a été interdit de publication pendant plusieurs mois, et son éditeur en chef l'objet d'attaques contre sa personne pour des raisons similaires.

23. T. Kelsall, « Governance, Democracy and Recent Political Struggles in Mainland Tanzania », *Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 41, n° 2, 2003, p. 59.

élections d'octobre 2010. Les supporters de l'opposition osent de plus en plus soutenir ouvertement leur parti en période de campagne électorale. Si, dans les îles de Zanzibar, divisées à parts égales entre l'ancien parti unique du CCM et le parti d'opposition du CUF (Civic United Front, « Front civique uni »), l'engagement politique des citoyens est un trait historique, la Tanzanie continentale a été plus lente à entrer dans le jeu du multipartisme. Les dernières élections locales et les élections générales d'octobre 2010 attestent toutefois un relatif rattrapage de la partie continentale du pays. Parmi la dizaine de partis politiques ayant déployé une activité intense depuis l'introduction du multipartisme, le Chadema a démontré sa capacité à énoncer une critique efficace de l'exercice actuel du pouvoir. Pourtant, en dépit de l'émergence de ce discours critique, qu'il soit politique ou médiatique, le CCM reste le parti dominant, fort de la reconduction de son hégémonie idéologique, de ses ressources financières puisées directement dans les caisses de l'État, et de ses pratiques clientélistes. La distribution des *takrima*, cette « hospitalité traditionnelle » faite de petits cadeaux en argent et en nature, contribue au maintien de la position de force du parti en reconduisant les mécanismes concrets d'allégeance entre un État nourricier et des sujets dépendants²⁴. Ceci permet d'expliquer pourquoi, malgré un mécontentement populaire accru et une concurrence vive de l'opposition, la contestation ne se traduit pas en résultats électoraux, dans un scrutin sur lequel planent aussi des soupçons de fraudes électorales²⁵.

Non seulement les promesses de développement pour tous et de démocratisation n'ont pas été tenues, mais l'enrichissement de la classe politique et de ses dépendants est un phénomène frappant qui soulève l'indignation générale. Les pratiques de chevauchement politico-économique ont en effet pris de l'ampleur chez les hommes politiques, reconvertis en entrepreneurs depuis que la Déclaration de Zanzibar de 1991 a assoupli l'ancien Code des dirigeants qui leur interdisait de prendre part à des activités économiques²⁶. Deux scandales de corruption se sont étalés dans les médias en 2008, trois ans après l'arrivée au sommet du pouvoir du plébiscité Jakaya Kikwete, élu sur un programme de lutte anti-corruption. Ils ont dévoilé au grand jour les logiques de captation et d'accumulation des ressources que l'État socialiste

24. K. D. Phillips, « Pater Rules Best: Political Kinship and Party Politics in Tanzania's Presidential Elections », *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, vol. 33, n° 1, 2010, p. 109-132.

25. Union européenne, Mission d'observation électorale, *Preliminary Statement: General Elections-Tanzania 2010*, 2 novembre 2010.

26. Imposé lors de la Déclaration d'Arusha de 1967, le Code des dirigeants interdisait aux hommes politiques de prendre part à des activités économiques, telles que posséder une entreprise ou un commerce, détenir des actions dans une entreprise privée, être membre du conseil d'administration d'une compagnie privée, ou encore mettre sa maison en location.

avait réussi à maintenir dans l'ombre et à un niveau moindre. Les dommages des deux scandales politico-financiers qui font alors la une – l'un nommé «EPA», du nom des fonds bancaires de la Banque centrale de Tanzanie destinés au règlement de la dette extérieure et utilisés pour des paiements illicites; l'autre nommé «Richmond», du nom de la compagnie américaine de production en électricité avec laquelle l'État tanzanien a passé un contrat douteux – se comptent en centaines de millions d'euros et débouchent sur la chute du gouvernement en février 2009²⁷. Depuis lors, l'incessant défilé d'affaires politico-financières a précipité le discrédit du monde politique et sapé les fondements de la légitimité présidentielle : en novembre 2008, lors d'une visite officielle dans la région de Mbeya, des habitants ont jeté des pierres sur le cortège de Jakaya Kikwete, ce président qui avait incarné le changement et autour duquel, lors des élections de 2005, un fort investissement populaire s'était cristallisé.

RECRUESCENCE DES MOBILISATIONS SOCIALES

Les protestations collectives, liées à l'aggravation des inégalités socio-économiques, aux limites de la démocratie libérale tanzanienne et au discrédit du monde politique ont pris de l'ampleur en Tanzanie contemporaine. Elles rendent compte des changements dans les pratiques populaires concrètes face au pouvoir d'État. Les années 2000 ont été marquées par d'importantes actions collectives, principalement à Dar es Salaam mais aussi dans les autres grandes villes du pays. Depuis 2005, à Dar es Salaam, chaque année universitaire est perturbée par des grèves et des occupations de salles de cours par les étudiants qui protestent contre leurs difficiles conditions d'études. En 2008, les écoliers du primaire et du secondaire se mobilisent contre l'augmentation du prix des transports publics. Les enseignants de l'école publique, pénalisés par des arriérés de salaires importants, suspendent leurs enseignements. Les employés retraités de la défunte Communauté de l'Afrique de l'Est organisent en 2008 une marche pacifique vers le ministère des Finances pour réclamer leurs retraites. Non satisfaits, ils réitèrent leur démarche deux ans plus tard en occupant l'entrée de la Cour suprême, à quelques semaines seulement des élections générales d'octobre 2010. Toujours en 2008, le monde des médias est dans la rue pour protester contre la décision du gouvernement d'interdire de

27. L'affaire se poursuit aujourd'hui sous le nom de «Dowans», la compagnie qui a hérité du contrat conclu entre l'État et la compagnie Richmond. En novembre 2010, la Chambre internationale de commerce a sommé la Tanzanie de verser 65 millions de dollars de compensation à cette firme pour rupture illégale de contrat.

diffusion, pour trois mois, un quotidien de langue swahilie connu pour son ton libre et critique, *Mwanahalisi*, jugé coupable de calomnie contre le monde politique.

Les contestations populaires ne sont pas une nouveauté en Tanzanie. De fortes résistances ont pris forme à diverses reprises au cours de l'expérience socialiste, comme dans le cas bien connu de celles qui remettaient en cause la politique de villagisation et qui témoignaient du rejet, par les communautés paysannes, des impératifs étatiques de communalisme et de coopératisme²⁸. Mais les actions revendicatives à l'échelle nationale n'étaient alors guère fréquentes. La contestation des mesures étatiques s'était toujours davantage organisée localement qu'à grande échelle, et sous la forme de résistances passives plus que de mobilisations visibles. Ceci explique qu'on ait pu parler de la « dépolitisation²⁹ » et de la « démobilisation³⁰ » des masses tanzaniennes subalternes dans un pays où la sphère privée s'est constituée comme un lieu de « refuge face à l'État³¹ ». L'usage récurrent de la force par le pouvoir d'État n'était pas étranger à la défection populaire. En Tanzanie continentale, les déplacements de population menés *manu militari* pendant la campagne de villagisation au début des années 1970 sont encore dans les mémoires collectives. La répression brutale des protestations ouvrières des années 1980 a marqué les esprits. Lors de la grande grève de 1986 dans l'usine sucrière nationale, la Kilombero Sugar Factory, ce sont les brigades spéciales d'intervention de la FFU (Field Front Unit) qui ont été envoyées. Ouvrant le feu sur les ouvriers désarmés, elles ont fait quatre morts et de nombreux blessés³². À Zanzibar, le régime qui s'est maintenu par la force et la surveillance jusqu'au milieu des années 1970, et a contrôlé les effusions de l'opposition par le recours à la violence lors des élections de 1995, 2000 et 2005, a inculqué des réflexes de démission³³. La dispersion musclée des groupes de manifestants de l'année 2008 sur le continent, chassés par des gaz lacrymogènes et molestés, s'inscrit dans la lignée de l'usage de la force par l'État. L'opposition classique

28. Au sein d'une littérature conséquente sur la villagisation, voir G. Hyden, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Londres, Heinemann, 1980 ; J. Scott, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998.

29. I. G. Shivji, « The Politics of Liberalization in Tanzania: The Crisis of Ideological Hegemony », in H. Campbell et H. Stein (dir.), *Tanzania and the FMI...*, *op. cit.*

30. H. Campbell, « The Politics of Demobilization in Tanzania: Beyond Nationalism », in H. Campbell et H. Stein (dir.), *Tanzania and the FMI...*, *op. cit.*

31. J. L. Giblin, *A History of the Excluded: Making Family and Memory a Refuge from State in Twentieth-Century Tanzania*, Oxford, James Currey, 2006.

32. H. Campbell, « The Politics of Demobilization... », art. cit.

33. M. A. Bakari, *The Democratization Process in Zanzibar: A Retarded Transition*, Hambourg, Institut für Afrika-Kunde, 2001.

entre les modèles politiques tanzanien et kenyan, que les médias tanzaniens ont réactivée avec force après les violences postélectorales kenyanes de 2008, a perdu de sa pertinence. Certes, comme le montre notre chronique électorale dans ce dossier, les élections générales d'octobre 2010 à Zanzibar se sont pour la première fois déroulées dans le calme en raison d'un accord, plébiscité par un référendum, sur l'instauration d'un gouvernement dit « d'unité nationale » réunissant le CUF et le CCM. Mais en Tanzanie continentale, les dernières élections ont fait plusieurs morts et de nombreux blessés, et le nouveau gouvernement semble poursuivre dans la voie de la répression, la police ayant ouvert le feu sur des manifestants du Chadema à Arusha et à Mbeya en janvier 2011. L'accroissement de ces protestations collectives témoigne des changements dans les subjectivités politiques en période postsocialiste : non seulement la population s'arroge le droit de s'opposer à l'État, mais elle semble affirmer que la répression ne la fera plus taire. À l'enterrement des supporters du Chadema tués par la police à Arusha, des pancartes de manifestants portaient le message suivant : « Il vaut mieux mourir dans le respect que vivre dans la honte³⁴ ».

UNE UNITÉ NATIONALE MALMENÉE

Les luttes sociales, les mobilisations populaires, les protestations politiques d'aujourd'hui, qui attestent les nouveaux rapports du citoyen à la nation, ont ceci de notable qu'elles vont de pair avec la montée des particularismes communautaires³⁵. Les partis politiques qui se sont formés dans le sillage du multipartisme ont introduit des thèmes identitaires qui, jusqu'alors, n'avaient officiellement pas droit de cité³⁶. Bien que présents, les particularismes locaux et ethniques sont moins représentés dans les débats nationaux que les distinctions raciales et religieuses. Ainsi, dès 1995, la thématique de la préférence nationale (*uzawa*) a envahi le champ politique, l'opposition proférant ouvertement des attaques racistes contre la communauté indopakistanaise, qui ne s'énonçaient auparavant qu'à mots couverts³⁷. Comme ailleurs en

34. *Tanzania Daima*, 13 janvier 2011, p. 8.

35. P. J. Kaiser, « Structural Adjustment and the Fragile Nation: The Demise of Social Unity in Tanzania », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 34, n° 2, 1996, p. 227-237 ; B. Heilman et P. Kaiser, « Religion, Identity and Politics in Tanzania », *Third World Quarterly*, vol. 23, n° 4, 2002, p. 691-709 ; J. Campbell, « Nationalism, Ethnicity and Religion: Fundamental Conflicts and the Politics of Identity in Tanzania », *Nations and Nationalism*, vol. 5, n° 1, 1999, p. 105-125.

36. A. Crozon, « Dire pour séduire : langages et politique en Tanzanie », in D.-C. Martin (dir.), *Nouveaux langages du politique en Afrique orientale*, Paris, Karthala, 1998, p. 115-185.

37. R. Aminzade, « From Race to Citizenship: The Indigenization Debate in Post-Socialist Tanzania »,

Afrique, l'introduction de l'idéologie de l'autochtonie dans l'arène politique est directement liée à des logiques de concurrence politique³⁸, mais a aussi ceci de remarquable qu'elle est réappropriée par les populations. Les divisions religieuses entre chrétiens et musulmans sont avivées lors des débats sur la légitimité du maintien d'une justice musulmane rendue par les tribunaux cadiaux dans un État laïque, mais aussi lorsque l'État semi-autonome de Zanzibar, à 95 % musulman, met en avant ses particularités religieuses et demande son rattachement à l'Organisation de la conférence islamique.

L'imaginaire d'État hérité du socialisme n'est pas uniquement remis en question par des discours politiques alternatifs, mais peut être attaqué frontalement. À Zanzibar, on observe un phénomène de réécriture du passé similaire à ce qui s'observe dans les pays de l'ancien bloc soviétique³⁹. Donnant la voix aux victimes de la Révolution de 1964 et des années postrévolutionnaires, ces réécritures viennent fissurer le mythe irénique sur lequel le pouvoir en place continue à capitaliser⁴⁰. Comme le montre Tanja Winther dans sa contribution sur l'électrification à Zanzibar, le câble électrique sous-marin installé entre les îles et la Tanzanie continentale, destiné à l'approvisionnement en électricité des îles, est aujourd'hui perçu comme le signe d'une dépendance politique et d'un abandon de l'idéal de souveraineté insulaire qui marquait la période socialiste sous la présidence d'Abeid Amani Karume : contribuant à alimenter l'imaginaire d'une nation zanzibarie indépendante, il sert de support à des discours de division nationale. Dans tout le pays, les médias, outils des partis politiques ou instruments au service de logiques communautaires, ont agi comme une caisse de résonance de ces nouveaux thèmes identitaires et victimaires en leur donnant une visibilité accrue. Les bilans les plus critiques sur les limites du libre-marché et de la démocratisation s'accompagnent de l'affirmation selon laquelle l'imaginaire national forgé pendant l'époque socialiste serait en train de sombrer, entraînant avec lui la dissolution de la nation⁴¹.

Comparative Studies in International Development, vol. 38, n° 1, 2003, p. 43-63.

38. Voir notamment J.-F. Bayart, P. Geschiere et F. Nyamnjoh, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, n° 10, 2001, p. 117-194 ; P. Geschiere, *The Perils of Belonging : Autochthony, Citizenship and Exclusion in Africa and Europe*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009.

39. Sur les retours des mémoires refoulées du socialisme dans le bloc soviétique, voir par exemple E. E. Berry (dir.), *Postcommunism and the Body Politic*, New York, New York University Press, 1995 ; K. E. Smith, *Remembering Stalin's Victims. Popular Memory and the End of the USSR*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.

40. M.-A. Fouéré, « Sortie de clandestinité des années sombres à Zanzibar (1964-1972) », *Cahiers d'études africaines*, n° 197, 2010, p. 95-122.

41. P. Kaiser, « Structural Adjustment... », art. cit., p. 236.

Toutefois, les observations selon lesquelles la nouvelle configuration postsocialiste serait une menace sans précédent pour l'intégration nationale paraissent alarmistes. Elles procèdent tout d'abord d'une lecture de l'expérience tanzanienne de construction nationale réduite aux tropes discursifs de *Ujamaa*. L'analyse des idéaux moraux constituant le soubassement de la construction d'une « culture politique⁴² » a tendance à prendre pour support une version stylisée, épurée et désincarnée des discours et des textes de l'ancien président Julius Nyerere, au sein desquels trônent son pamphlet sur le socialisme africain de 1962 et la Déclaration d'Arusha de 1967⁴³. On sait pourtant que l'expérience socialiste n'est pas exempte de paradoxes entre les valeurs prônées officiellement et les politiques concrètes censées les incarner, et que les divisions communautaires étaient loin d'être absentes. La place ambivalente réservée aux populations d'origine étrangère est un exemple classique de ces contradictions⁴⁴. Entre 1970 et 1985, l'africanisation de l'administration et des entreprises para-étatiques, la nationalisation des petites entreprises privées et des biens immobiliers, et la campagne « anti-saboteurs » contre le trafic frauduleux, conjugués à une assimilation tacite, voire manifeste, des commerçants à des exploités éhontés, ont poussé les communautés indopakistanaïses à quitter le pays en grand nombre. À Zanzibar, sous le régime autoritaire du président Karume entre 1964 et 1972, les populations arabes et indiennes, mais aussi comoriennes, assimilées à des groupes étrangers, ont été la cible d'attaques verbales et physiques xénophobes. Le thème de *Uzawa*, lié à l'idéologie contemporaine de l'autochtonie, est donc aussi héritier des logiques anciennes du manichéisme identitaire d'État⁴⁵. De même, le message officiel de laïcité, retenu sous le slogan « Ne mélangez pas religion et politique », et la sécularisation partielle de l'espace politique se sont accommodés du développement de liens privilégiés entre l'État et l'Église catholique⁴⁶ et d'une mise à distance des musulmans⁴⁷. Les tensions

42. D.-C. Martin, *Tanzanie, l'invention d'une culture politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Karthala, 1988; M. Okema, *Political Culture of Tanzania*, Lewiston, Edwin Mellen Press, 1996.

43. J. K. Nyerere, *Ujamaa. Essays on Socialism*, Dar es Salaam, Oxford University Press, 1968 [1962]; *Arusha Declaration and TANU's Policy on Socialism and Self-Reliance*, Dar es Salaam, Tanu, 1967.

44. J. Brennan, « Blood Enemies: Exploitation and Urban Citizenship in the National Political Thought of Tanzania, 1958-1975 », *Journal of African History*, vol. 47, n° 3, 2006, p. 389-413.

45. M.-A. Fouéré, « La préférence nationale en Tanzanie postsocialiste : entre citoyenneté, autochtonie et race », *Politique africaine*, n° 115, octobre 2009, p. 137-153.

46. D. Westerlund, *Ujamaa na Dini: A Study of Some Aspects of Society and Religion in Tanzania, 1961-1977*, Stockholm, Borgströms Tryckeri, 1980; F. Ludwig, *Church and State in Tanzania: Aspects of a Changing Relationships, 1961-1994*, Leiden, Brill, 1999.

47. M. Said, *The Life and Times of Abdulwahid Sykes: The Untold Story of the Muslim Struggle against British Colonialism in Tanganyika*, Londres, Minerva Press, 1998.

communautaires contemporaines d'aujourd'hui reconduisent une politisation ancienne des identités ethniques, raciales ou religieuses.

Les constats alarmistes actuels sur les divisions nationales passent aussi sous silence le fait que le sentiment national perdure. Les mêmes références à la paix et à l'unité, à la solidarité et à la convivialité reviennent dans les propos des Tanzaniens interrogés sur les attributs qui définissent la nation tanzanienne. Revisitant la question nationale, Claire Mercer et Michael Jennings montrent dans ce dossier que l'affolement pessimiste actuel repose sur une appréhension partielle des modalités de construction des subjectivités politiques. De nombreux travaux appréhendent les appartenances politiques comme exclusives plutôt que comme des modes d'identification situationnels et/ou stratégiques qui cohabitent et se chevauchent, et composent avec des référents puisés à des sources diverses. Ils ignorent aussi les dynamiques de coproduction d'un imaginaire national partagé qui, par des mouvements constants d'appropriation et de rejet, d'adhésion et de contestation entre l'imaginaire d'État et des imaginaires locaux du politique, contribuent à la production d'une conscience nationale. Comme le montrent les deux auteurs, les associations locales qui se créent pour améliorer l'offre éducative dans les espaces périphériques du pays sont certes financées par les membres émigrés originaires d'une même région, mais elles ne sont pas porteuses d'un projet particulariste, régionaliste ou ethnique. Si ces associations questionnent la capacité du gouvernement central à apporter le développement, elles ne témoignent pas d'un rejet radical de l'État : les écoles privées qu'elles financent sont créées dans l'esprit de contribuer à l'effort national, et la plupart sont au final cédées au gouvernement, devenant écoles d'État. La critique du pouvoir n'empêche donc pas la collaboration, et les affiliations particularistes, souvent politisées, ne sont pas incompatibles avec des aspirations nationales. On constate donc que le grand récit national peut cohabiter avec des récits politiques et identitaires – articulés en discours ou exprimés par le biais des pratiques non-discursives – produits au niveau familial, local et régional⁴⁸. L'imaginaire national est même le produit mouvant des interpénétrations et des recompositions réciproques entre le nationalisme d'État et ces représentations infra-politiques de la nation⁴⁹. C'est donc moins l'unité nationale

48. G. Maddox et J. Giblin (dir.), *In Search of a Nation : Histories of Authority and Dissidence in Tanzania*, Oxford, James Currey, 2005, p. 2.

49. Voir à ce sujet les travaux sur les expressions artistiques populaires en Tanzanie qui, à l'encontre des thèses mettant l'accent sur la seule charge de résistance à l'ordre établi de celles-ci, montre que les artistes ont non seulement participé à la diffusion du projet socialiste d'État, mais aussi à sa production : K. Askew, *Performing the Nation : Swahili Music and Cultural Production in Tanzania*, Chicago, The University of Chicago Press, 2002 ; L. Edmondson, *Performance and Politics in Tanzania : The Nation on Stage*, Bloomington, Indiana University Press, 2007.

que l'irénisme construit pendant la période socialiste que l'époque actuelle remet en question.

LA MATRICE MORALE SOCIALISTE COMME OUTIL POLITIQUE

Les nouvelles luttes sociales, dans leur ensemble, s'accompagnent de luttes de représentation portant sur le pouvoir et la nation. Une partie de la critique politique a ceci de notable qu'elle s'énonce dans un langage qui reprend la rhétorique socialiste passée pour interpeller les autorités d'aujourd'hui. En 1994, lorsque la Tanzania Zambia Railway (Tazara), exemple classique en Afrique de l'Est d'un projet socialiste de développement construit avec l'aide financière et technique de la Chine au début des années 1970, est l'objet d'un programme de fermeture de gares et de licenciements, son personnel se mobilise au nom de la solidarité ouvrière internationale, de la solidarité des peuples africains, de la lutte pour l'émancipation et la liberté contre l'exploitation par l'Occident et le colonialisme⁵⁰. De même, en 2002, les protestations ouvrières contre la reprise de l'entreprise nationale de production électrique, la Tanesco, par une direction sud-africaine s'accompagnent de chants de louanges à Julius Nyerere⁵¹. Aujourd'hui, les pratiques de prédation que représentent les scandales évoqués plus haut sont perçues comme une conséquence de la perte des principes d'honnêteté et de d'intégrité posés par l'ancien président Julius Nyerere, que les hommes politiques se devraient de respecter. Les appels populaires, relayés dans la presse, au rétablissement de ce garde-fou à l'enrichissement qu'a été le Code des dirigeants, témoignent du fait que les critères actuels de la moralité sont puisés dans la matrice morale passée. Ce phénomène de réappropriation populaire de l'ancien langage du politique comme outil d'intelligibilité des situations sociales présentes et comme instrument de contestation n'est pas nouveau. Le lexique métaphorique déployé dans la Déclaration d'Arusha était déjà approprié dans les discussions populaires sur le pouvoir et la moralité dans les années 1970⁵². Mais à l'époque, l'idiome socialiste était le langage politique en cours ; aujourd'hui, il est censé appartenir au passé.

D'aucuns voient dans la rémanence du passé socialiste l'effet de la sédimentation d'un ethos socialiste partagé. Cette hypothèse permet d'expliquer

50. J. Monson, « Defending the People's Railway in the Era of Liberalization: Tazara in Southern Tanzania », *Africa*, vol. 76, n° 1, 2006, p. 117.

51. T. Kelsall, « Governance... », art. cit., p. 69.

52. E. Hunter, « Revisiting Ujamaa: Political Legitimacy and the Construction of Community in Post-Colonial Tanzania », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 2, n° 3, 2008, p. 476.

que le langage de *Ujamaa* est aussi un langage du quotidien qui s'énonce dans les cercles de communication familiaux. Les discours nostalgiques sur l'éducation et la santé tenus par les anciens ayant connu le socialisme⁵³ confrontent les anciens imaginaires de la justice sociale et de l'égalité pour tous aux conditions présentes pour mieux dévaluer ces dernières. Tanja Winther montre bien, dans sa contribution sur Zanzibar, combien la nostalgie de la période Karume, observable dans certaines sections de la population, est le fruit de l'ancrage de subjectivités politiques produites à la confluence du projet d'émancipation des citoyens et des pratiques autoritaires s'immisçant au cœur des sociabilités quotidiennes. L'enracinement de l'éthos socialiste permettrait aussi d'expliquer la permanence de certaines pratiques sociales. L'éthique participative, qui a été au cœur du projet socialiste de développement, n'a pas disparu des modalités d'engagement citoyen mais s'est recomposée pour s'adapter aux logiques présentes, comme le montrent ici Claire Mercer et Michael Jennings. Les héritages de *Ujamaa* comme paradigme de développement sont donc indéniablement présents. Certes, d'autres idiomes du pouvoir, de la moralité et de la nation sont en usage pour penser la modernité. Dans la région nord du pays, au pied du Kilimandjaro, les comportements des nouvelles figures de la réussite sont l'objet d'un dialogue moral puisant dans les catégories locales du légitime et de l'illégitime⁵⁴. Comme ailleurs, le nouveau langage politique populaire se réapproprie aussi le discours international de la « démocratie » et de la « responsabilité politique »⁵⁵ diffusé, sur le terrain, par les organisations internationales et les associations civiles lors de campagnes d'éducation civique. Mais si les répertoires moraux à la disposition des acteurs sociaux s'entremêlent, de sorte que les langages populaires du politique sont toujours hybrides, la matrice morale du socialisme reste une ressource intellectuelle et politique puissante. Dans un pays comme la Tanzanie, où les autorités postcoloniales n'ont pas développé ce pouvoir de l'excès dans l'obscénité, la prédation radicale et la mort décrit ailleurs en Afrique⁵⁶, l'économie psychique collective actuelle doit donc aussi s'appréhender à partir de la combinatoire incessante des thèmes moraux plus optimistes qui ont servi de soubassement au nationalisme d'État.

Les usages politiques de la matrice morale socialiste ne sont nullement l'apanage des gouvernés, et ne s'observent pas uniquement dans les luttes sociales ou au niveau infra-politique. Les dirigeants et les aspirants dirigeants

53. V. Kamat, « This is not our Culture... », art. cit.

54. P. Tuulikki, *Gossip, Markets and Gender: How Dialogue Constructs Moral Value in Post-Socialist Kilimanjaro*, Madison, University of Wisconsin Press, 2007.

55. Voir, pour l'Afrique de l'Est, D.-C. Martin, *Nouveaux langages...*, op. cit.

56. A. Mbembe, « Necropolitics », *Public Culture*, vol. 15, n° 1, 2003, p. 11-40.

de l'ancien parti unique sont en effet des utilisateurs patentés de la rhétorique socialiste. Alors que dès 1985, les idiomes du nyérérisme avaient été évacués du vocabulaire politique officiel, pour être remplacés par un lexique international swahilisé composé de termes associés à la modernité, tels la « mondialisation » (*utandawazi*) ou l'expression « marcher avec son temps » (*kwenda na wakati*)⁵⁷, ils reviennent avec force aujourd'hui dans le langage tribunicien et dans les discours de légitimation du CCM. Au sein des thèmes et des métaphores déjà en usage pendant la période socialiste pour s'assurer la loyauté citoyenne, l'imagerie paternaliste et nourricière est fortement mobilisée, comme elle l'a été ailleurs en Afrique⁵⁸. Associée à la figure tutélaire de Julius Nyerere, érigé en père de la nation depuis son décès⁵⁹, cette imagerie donne actuellement lieu à une forte concurrence partisane. Si, au milieu des années 1980, l'opposition s'était approprié l'idéologie de la libéralisation économique comme moyen d'accéder au leadership, elle modère aujourd'hui la rhétorique de la compétition et revendique, au contraire, l'héritage moral nyérériste. Mettant en avant son souci pour l'égalité des chances et la justice sociale, mais aussi pour la paix dans un contexte où le CCM ne cesse d'assimiler l'opposition à des agitateurs, elle retourne aussi la matrice socialiste contre le CCM : l'incorruptibilité et le patriotisme de Nyerere servent d'étalon de mesure pour juger l'exercice actuel du pouvoir, réduit à une « politique du ventre⁶⁰ ».

Si la rhétorique socialiste est un idiome partagé, certains thèmes sont mis en avant alors que d'autres sont maintenus dans l'oubli. Le langage politique contemporain est fortement sélectif. Ainsi, l'État aussi bien que le CCM et l'opposition passent sous silence les volets politiques et économiques du socialisme : on entend les termes d'*ujamaa* et de *kujitegemea* uniquement lorsqu'il s'agit de pointer du doigt l'anachronisme des politiques auxquelles ils réfèrent et d'appeler à une révision de la Constitution. Ceci explique la disparition, dans les discours officiels, de l'idiome de la tradition sur lequel s'est construit l'argumentaire nyérériste destiné à légitimer le socialisme en Tanzanie⁶¹. Les principes idéologiques du socialisme ouvrier engagé, du

57. A. Crozon, « Dire pour séduire... », art. cit.

58. M. Schatzberg, *Political Legitimacy...*, op. cit.

59. K. Askew, « Sung and Unsung... », art. cit. ; M.-A. Fouéré, « J. K. Nyerere entre mythe et histoire : analyse de la production d'une mémoire officielle en Tanzanie contemporaine », *Les cahiers d'Afrique de l'Est*, n° 41, 2009, p. 197-224.

60. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

61. V. Stoger-Eising, « *Ujamaa* Revisited : Indigenous and European Influences in Nyerere's Social and Political Thought », *Africa*, vol. 17, n° 1, 2000 ; D.-C. Martin, *Tanzanie...*, op. cit.

nationalisme et du panafricanisme des années 1960-1970, ceux-là même appropriés par les ouvriers de la Tazara, ont aussi été officiellement abandonnés. Au contraire, c'est le volet moral du socialisme nyérériste qui est conservé : les concepts humanistes de justice, d'égalité, de paix et de liberté ainsi que les valeurs d'honnêteté, d'intégrité, de sacrifice pour le bien commun reviennent sans cesse. Il s'agit donc d'une nébuleuse de principes moraux à caractère universel qui peuvent être déconnectés de leur ancien substrat socialiste pour être rebranchés sur les répertoires éthiques des sphères religieuses ou des droits de l'homme. Le procès en canonisation de Julius Nyerere, entamé en 2005, donne clairement à voir ce travail de disjonction entre moralité politique et régime socialiste⁶² : le basculement du profane au sacré qu'une sanctification entérinerait viendrait gommer une fois pour toutes le contexte historique, politique et intellectuel qui a produit un homme et les valeurs qu'il a défendues de son vivant. Cette dissociation entre moralité politique et socialisme est doublement stratégique : au plan national, elle permet à l'élite politique de continuer à capitaliser sur le réservoir moral passé sans que la promotion d'un esprit libéral paraisse contradictoire ; au plan international, elle est un gage auprès de la communauté internationale du fait que le socialisme, comme système politique et économique, est bel et bien enterré. Dans le discours du président Jakaya Kikwete lors de l'ouverture du nouveau parlement à Dodoma le 18 novembre 2010, aucune référence historique n'accompagne plus les appels à « l'unité, l'amour, la solidarité, et la coopération » entre les Tanzaniens, « sans distinction de couleur, d'ethnie, de religion, de région d'origine ou d'orientation politique⁶³ » ■

Marie-Aude Fouéré

Les Afriques dans le Monde (LAM)

Sciences Po Bordeaux – Université Montesquieu-Bordeaux IV

62. M.-A. Fouéré, « La fabrique d'un saint en Tanzanie postsocialiste. Essai d'analyse sur l'Église, l'État et le premier président Julius Nyerere », *Les cahiers d'Afrique de l'Est*, n° 39, 2008, p. 101-151.

63. Discours du président de la République unie de Tanzanie, son éminence Jakaya Mrisho Kikwete, lors de l'ouverture officielle du 10^e Parlement de la République unie de Tanzanie, Dodoma, 18 novembre 2010.